



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Pour-sortir-de-la-crise>

Pour sortir de la crise

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1981 - N° 792 - août-septembre 1981 -

Date de mise en ligne : jeudi 29 mai 2008

Date de parution : août 1981

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

LES pays industrialisés sont tous plus ou moins victimes d'une crise d'un type particulier qui les affecte depuis plusieurs années. La responsabilité en a souvent été rejetée sur les pays producteurs de pétrole qui, par les hausses brutales et répétées dont ils ont frappé le prix de l'énergie, ont contribué à déstabiliser les économies de leurs clients.

Cette crise entraîne une inflation difficile à maîtriser et un chômage qui s'accroît. Face à ce douloureux problème, chaque pays réagit à sa manière. La France vient de choisir une voie différente de celle qu'elle avait suivie, les Etats-Unis, en élistant le président Reagan, ont pris une toute autre orientation.

KEYNES

Durant les années 30, la politique mise en oeuvre outre-Atlantique pour relancer l'économie, fut d'inspiration keynésienne. Reprenant les grands principes du célèbre économiste britannique John Maynard Keynes, le gouvernement américain s'efforça d'accroître la demande en augmentant les ressources de ceux qui recevaient les plus bas revenus (ou qui n'en recevaient pas), c'est-à-dire les chômeurs. Il est bien connu que si l'on touche juste de quoi vivre on ne va pas se permettre de thésauriser. Dans ce cas, on n'achète pas de l'or ou du diamant mais des biens de consommation courante. On n'épargne même pas. Tout l'argent reçu repart donc immédiatement dans les circuits et l'activité reprend. L'économie s'oriente vers une nouvelle période de prospérité.

Cette méthode donne des résultats appréciables, surtout si une guerre mondiale vient confirmer la relance et la transforme en une véritable euphorie. Ce fut le cas après 1945. La poursuite d'une économie de type keynésien présente, cependant, quelques risques. Le plein emploi, par exemple, marque une étape où il n'est plus possible de continuer à produire davantage. Les gains de production ne peuvent plus venir que d'une augmentation de la productivité, et les syndicats s'y opposent activement. L'inflation tend à s'installer.

LES MONETARISTES

Nous en savons quelque chose. Le gouvernement va donc s'y attaquer et s'efforcer de réduire la masse monétaire pour maîtriser l'inflation. C'est un genre où les monétaristes, dont le chef de file est Milton Friedmann, s'entendent assez bien.

Ils recommandent de réduire les revenus en pesant sur les négociations salariales, en restreignant le crédit, en réduisant les dépenses publiques, l'aide sociale, les impôts et en abandonnant à leur sort les petites entreprises en difficulté.

Les mesures visant à diminuer le crédit consistent essentiellement à relever fortement les taux d'intérêt. La banque centrale commence et les banques n'ont plus qu'à suivre. Elles sont en effet en partie responsables de l'augmentation de la masse monétaire puisqu'elles créent de la monnaie en fabriquant des crédits ainsi que l'explique fort bien le numéro spécial de « Que Choisir » consacré à l'argent et dont il a été parlé dans ces colonnes.

Ces mesures permettent de ralentir l'inflation mais elles freinent en même temps l'économie qui s'installe dans la sous-production et le chômage. Le public, qu'il s'agisse des salariés ou des chefs d'entreprise, est mécontent et on peut assister à des retournements de situation.

L'ECONOMIE DE L'OFFRE

Pour réussir, on le voit bien, la doctrine monétariste doit être appliquée de façon autoritaire, comme c'est le cas au Chili. Dans nos démocraties, elle a peu de chances d'aboutir. C'est pourquoi les Américains ont envisagé une autre solution. C'est l'économie de l'offre.

Pour les nouveaux Économistes, les méthodes de Keynes ont mené à la stagnation économique accompagnée d'inflation parce qu'elles cherchaient à accroître la demande globale en accroissant les dépenses publiques avec, en compensation, une augmentation des impôts qui freine les producteurs donc l'économie. Ce qu'il faut faire, c'est accroître l'offre par une réduction d'impôts qui incite les producteurs à produire et les acheteurs à acheter.

Mais une réduction des impôts entraîne une réduction des dépenses publiques, et, d'abord, des dépenses d'aide sociales jugées improductives. Il faut accroître les revenus des riches car les riches épargnent et aident ainsi à absorber le déficit budgétaire causé par les réductions d'impôt en même temps qu'ils financent l'investissement des entreprises. Tant pis pour les idées géniales de redistribution de la richesse. Et si seuls les pauvres sont mécontents tout le monde sera d'accord pour les faire taire.

L'avenir de l'économie de l'offre ne peut nous laisser indifférents, car, si elle réussit, au moins partiellement, elle ne tardera pas à devenir le modèle pour l'Occident.